Oeuvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté

Travailleurs migrants et envois de fonds

Flux mondiaux de fonds envoyés vers les pays en développement et en transition

Introduction

Les envois de fonds, autrement dit la part de leurs gains que les travailleurs migrants envoient à leur famille, dans leurs pays, constituent depuis des générations un moyen capital de soutien financier. Traditionnellement, ces flux ont été, dans leur majorité, à la fois "cachés et pleinement visibles", souvent non comptabilisés, voire ignorés. Tout cela est en train de changer. À mesure qu'augmente l'ampleur des migrations, la croissance correspondante des envois de fonds retient de plus en plus l'attention.

150 millions de travailleurs migrants dans le monde ... ont envoyé à leur famille, dans les pays en développement, quelque 300 milliards de USD au cours de l'année 2006

L'impact des envois de fonds est désormais pris en compte dans toutes les régions en développement de par le monde, puisqu'ils constituent un important flux de devises étrangères pour la plupart des pays, et qu'ils parviennent directement à des millions de ménages – représentant environ **10%** de la population mondiale. L'importance des envois de fonds est évidente du point de vue de l'atténuation de la pauvreté, mais il convient aussi de relever qu'ils peuvent avoir un effet multiplicateur significatif sur la croissance économiqueet l'investissement.

Les **migrants,** dont le nombre est estimé à **150 millions** à travers le monde, constituent l'élément moteur de ce phénomène. Au cours de l'année 2006, ils ont fait parvenir à leur famille, dans les pays en développement, environ **300 milliards de USD**, habituellement par des transferts d'un montant variant entre 100 et 300 USD, représentant plus de **1,5 milliard** de transactions financières distinctes. Ces fonds sont utilisés en premier lieu pour répondre aux besoins familiaux immédiats (consommation), mais une partie non négligeable demeure également disponible à diverses fins – épargne, mobilisation de crédit et autres formes d'investissement. Autrement dit, l'un des plus importants efforts mondiaux de réduction de la pauvreté – consenti simultanément par des millions d'individus – pourrait aussi contribuer de manière bien plus efficace au développement économique local. Cela est particulièrement vrai dans les zones rurales du monde en développement, où l'on rencontre quelques-uns des plus grands obstacles à l'inclusion dans le courant général de l'économie et où les envois de fonds pourraient servir de catalyseur à l'atténuation de la pauvreté.

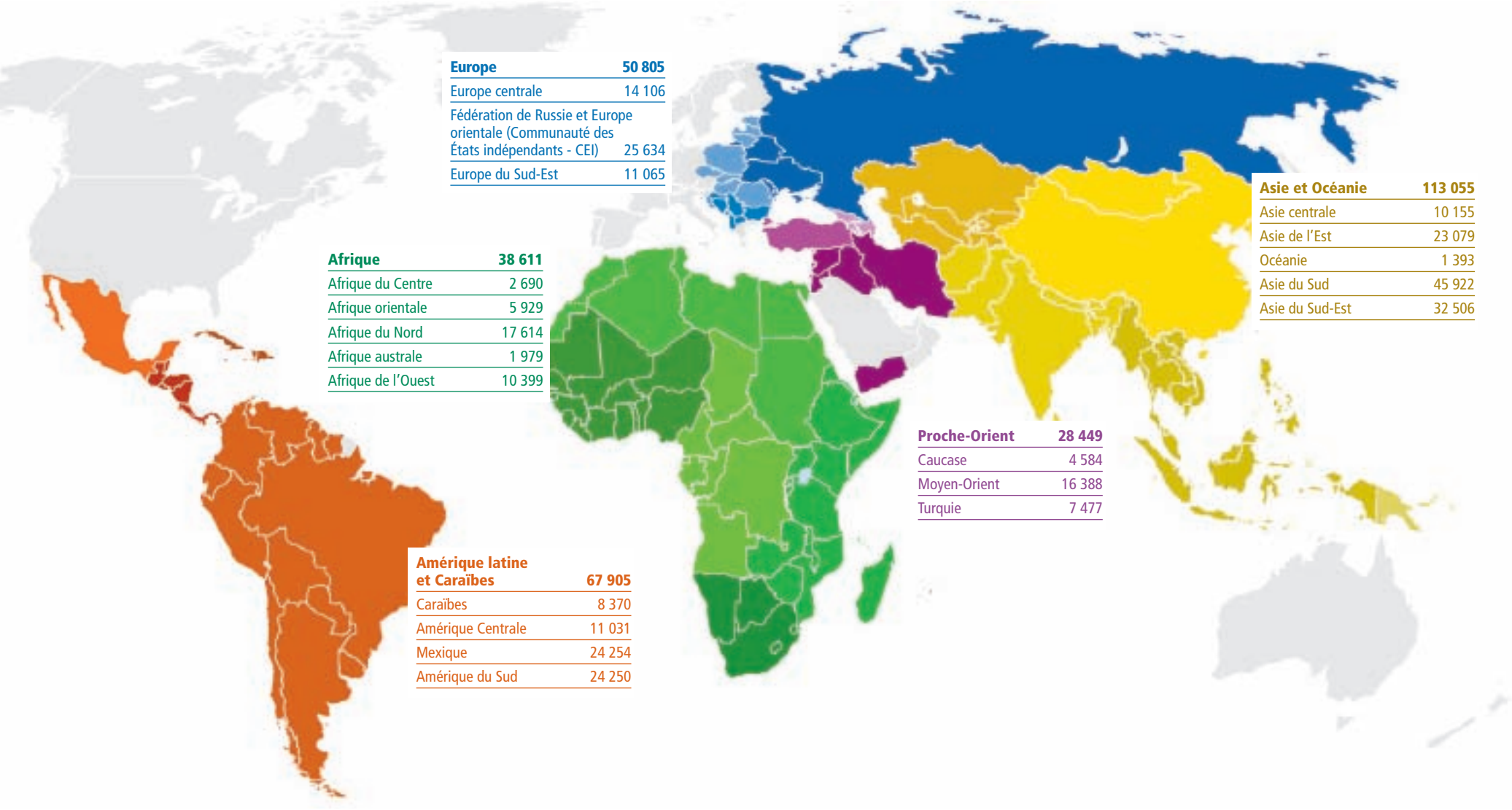
Cette évolution pourrait être renforcée par des progrès sur trois aspects relatifs aux envois de fonds:

- **amélioration de la collecte des données;**
- **réduction des coûts de transaction; et**
- **augmentation des efforts visant à mobiliser les flux d'envois de fonds afin d'accroître leur impact sur le développement.**

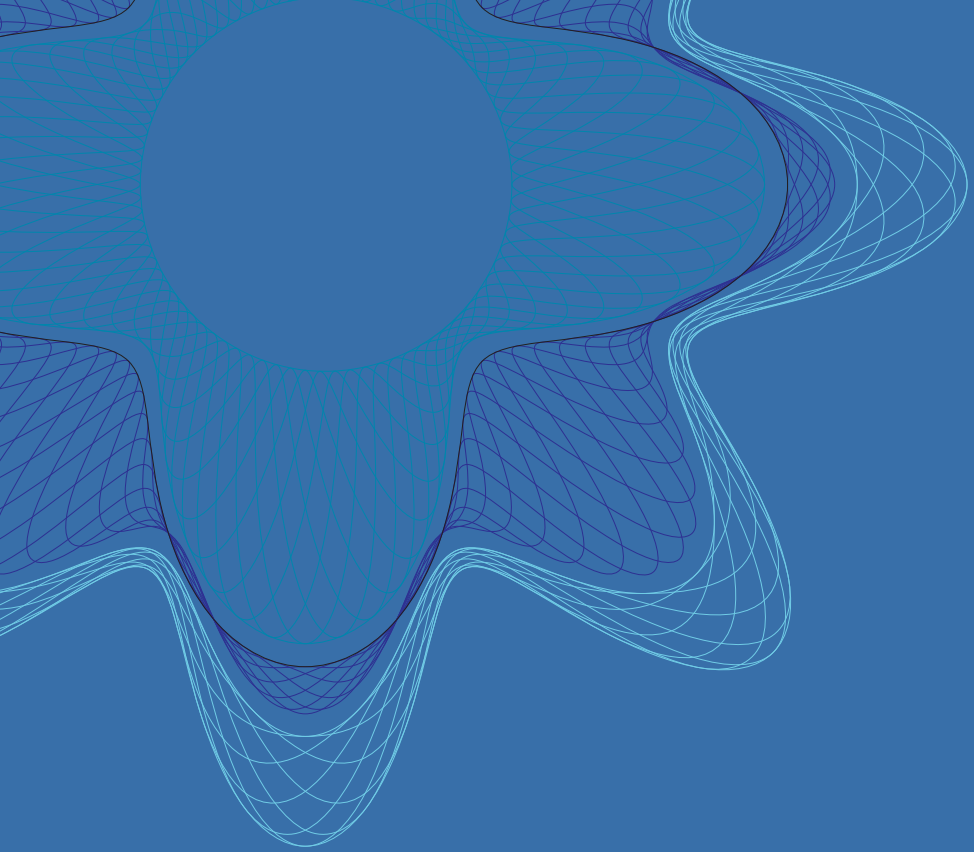
Le présent rapport constitue le point de départ d'une série de documents régionaux qui se proposent de mettre en lumière l'importance des envois de fonds vers les zones rurales des pays en développement et leur potentiel de stimulation de l'activité économique locale. La carte ci-après présente les envois de fonds à l'échelle mondiale; elle cherche à en quantifier le flux global et à mettre en évidence l'importance du rôle qu'ils peuvent jouer dans le développement de ces zones rurales. Elle regroupe les meilleures informations disponibles sur les populations migrantes, le pourcentage de migrants procédant à des envois de fonds, les montants moyens envoyés chaque année et la fréquence moyenne des transferts annuels. On a fait appel à l'appui des banques centrales et d'autres sources gouvernementales, des opérateurs de transferts d'argent, des organisations internationales et des institutions universitaires pour l'obtention des références. La carte couvre plus de 150 pays en développement* – nombreux sont ceux qui apparaissent pour la première fois. L'ensemble constitué par la carte, l'analyse qui l'accompagne et les tableaux de données offre des indicateurs comparatifs permettant de mesurer l'importance relative des envois de fonds dans les 20 sous-régions du monde en développement.

* On a inclus, dans le présent rapport, les pays classés en 2006 parmi les pays en transition (Banque mondiale, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe)

Flux mondiaux de fonds envoyés vers les pays en développement en 2006 (en millions de USD)



Montant total estimatif des envois de fonds vers les pays en développement: 300 milliards de USD



Le présent rapport a pris pour base une étude visant à la recherche de données, confiée par le FIDA à M. Manuel Orozco, du Dialogue interaméricain, et menée en collaboration avec le Fonds multilatéral d'investissement de la Banque interaméricaine de développement (BID). Des contributions ont été apportées, à l'appui de cette étude, par les membres du Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, créé à l'initiative du FIDA et associant l'Union européenne, les Gouvernements de l'Espagne et du Luxembourg, le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, le Fonds d'équipement des Nations Unies et le Fonds multilatéral d'investissement de la BID. Pour de plus amples informations, contacter:

Pedro de Vasconcelos

Coordonnateur du programme pour les envois de fonds, FIDA

remittances@ifad.org

L'exactitude de la méthodologie et des données utilisées pour l'établissement du présent rapport relève de la responsabilité exclusive de M. Manuel Orozco, du Dialogue interaméricain. La méthodologie retenue peut être consultée sur les sites internet www.thedialogue.org et www.ifad.org. Les désignations employées et la présentation des documents figurant dans le présent rapport n'impliquent de la part du FIDA et des instances parrainant cette étude aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les expressions "pays développés" et "pays en développement" sont employées à des fins statistiques et n'impliquent pas nécessairement un jugement quant au stade de développement atteint par un pays ou une zone donnée.

Édition de décembre 2007

Table des matières

Introduction 2

Flux mondiaux de fonds envoyés vers les pays en développement en 2006 6
- Amélioration de la collecte de données 6
- Réduction des coûts de transaction 6
- Mobilisation pour accroître l'impact sur le développement 7

Afrique 8
Asie et Océanie 10
Europe 12
Amérique latine et Caraïbes 14
Proche-Orient 16

À propos de la méthodologie 18
À propos du FIDA 18

Flux mondiaux de fonds envoyés vers les pays en développement en 2006

Amélioration de la collecte de données

Il est difficile d'enregistrer le volume effectif des flux de fonds envoyés **parce que nombreux sont ceux, parmi les expéditeurs comme parmi les destinataires de ces envois de fonds, qui demeurent à l'écart du courant général de l'économie.**

La carte des envois mondiaux de fonds constitue une première tentative de quantification des flux totaux d'envois de fonds, par les voies formelles et informelles, pays par pays. Les filières d'envois de fonds vers certains pays de la région Amérique latine et Caraïbes (LAC) ont fait l'objet, depuis quelques années, de recherches et d'analyses. Les banques centrales de plusieurs de ces pays ont déployé des moyens importants pour adapter leurs systèmes de collecte de données, améliorant la précision des flux enregistrés et obtenant ainsi une meilleure connaissance des caractéristiques des marchés des envois de fonds. Par contre, l'estimation des flux d'envois de fonds reste à accomplir pour de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. Cette observation est particulièrement vraie dans les zones rurales, où la comptabilité des flux d'envois de fonds est systématiquement incomplète voire, dans une majorité de cas, inexistante. Une mesure précise des envois de fonds constitue un défi pour la plupart des systèmes de balance des paiements, principalement parce que ces systèmes dépendent très largement des informations communiquées par les institutions financières formelles, alors que dans de nombreux pays, les canaux informels sont tout à fait courants et interviennent pour près de la moitié des envois de fonds au niveau mondial. Au Moyen-Orient, par exemple, de nombreux envois de fonds sont réalisés par le biais d'un réseau bien développé d'intermédiaires informels (*hawaladars*), et le système officiel n'en rend donc pas compte. Les envois de fonds sont également sous-estimés en particulier dans les zones rurales, où les canaux informels occupent une place prépondérante dans les systèmes de remise des fonds envoyés, conséquence de l'absence relative de banques et d'autres institutions financières formelles.

Les améliorations réalisées à ce jour dans les systèmes d'enregistrement des envois de fonds ont permis de mieux prendre conscience du volume stupéfiant des flux estimatifs d'envois de fonds, supérieur dans nombre de cas au volume combiné de l'aide publique au développement et de l'investissement étranger direct dans les pays en développement. Dans la plupart des régions en développement, on observe, pour la majorité des pays, des flux annuels d'envois de fonds supérieurs à 1 milliard de USD: Asie et Océanie (17 pays), Amérique latine et Caraïbes (13 pays), Europe (12 pays), Proche-Orient (9 pays), tandis que 18 pays africains reçoivent chacun plus de 500 millions de USD. Une meilleure connaissance du volume de ces flux et des millions de familles transnationales qui envoient et reçoivent des fonds peut aider les décideurs à reconnaître la nécessité de mettre en place un environnement favorable aux transferts des migrants. Elle peut aussi attirer de nouveaux acteurs vers le marché des services d'envoi de fonds, encourageant la concurrence et accentuant la pression à la baisse du coût de ces transferts, qui représentent une bouée de sauvetage pour des centaines de millions de personnes vivant dans les zones rurales pauvres partout dans le monde.

Réduction des coûts de transaction

Il est difficile de réduire le coût des transferts liés aux envois de fonds **parce que de multiples facteurs influent sur le coût d'un transfert: caractère informel, monopoles, réglementations et volume, entre autres**.

Le coût des transferts liés aux envois de fonds varie considérablement, à travers le monde, en fonction de la région de destination. Alors que les coûts d'expédition ont été très fortement réduits pour les canaux par lesquels transite un grand volume d'envois de fonds, comme ceux à destination de l'Amérique latine, les transferts sont demeurés beaucoup plus coûteux pour d'autres canaux. La réduction de ces coûts est essentielle, à la fois pour l'optimisation de l'impact des envois de fonds pour les familles bénéficiaires et pour la compétitivité des canaux formels d'envoi de fonds.

L'absence de concurrence dans les zones rurales et éloignées se traduit souvent par l'augmentation des coûts et la création de réseaux informels. Dans de nombreux pays en développement, seules les banques peuvent procéder au paiement des fonds envoyés; de ce fait, de nombreuses régions rurales sont négligées, ce qui contribue à la création des conditions préalables à l'établissement de canaux informels. L'adoption de dispositions législatives rendant possible le versement des fonds par des institutions financières non bancaires – les institutions de microfinancement, les coopératives et les caisses de crédit mutuel, par exemple – contribuera à réduire le caractère informel, à augmenter la concurrence et à réduire le coût par transfert. En ces temps

de progrès technologique, des modèles commerciaux innovants sont en train de remodeler le marché des envois de fonds. Les nouvelles technologies, comme les cartes prépayées et l'utilisation des téléphones mobiles, offrent des solutions de remplacement plus économiques pour les transferts d'argent, ainsi que des coûts de transaction de compte à compte moins élevés. Dans de nombreux pays, 30% des bénéficiaires des envois de fonds utilisent des cartes de débit ou de crédit; dans quelques pays, ce chiffre atteint les 50%. En Inde et aux Philippines, la technologie mobile constitue déjà un moyen largement accepté pour les opérations de transfert d'argent, et son utilisation connaît une croissance exponentielle. Ces nouvelles possibilités ont modifié de façon radicale le marché des envois de fonds, en élargissant la gamme des acteurs qui y participent. De nouvelles améliorations sont toutefois encore possibles, à mesure qu'apparaissent de nouvelles idées et de nouvelles alliances.

La focalisation accrue sur l'environnement réglementaire, depuis le 11 septembre 2001, constitue un obstacle à la baisse des coûts de transaction. Les opérateurs de transferts d'argent et les institutions financières ont été incités à surveiller de manière rigoureuse leurs transactions. Les coûts associés au respect de ces règles ont eu un impact considérable sur le secteur des envois de fonds, contraignant certaines entreprises à cesser leurs activités et ne laissant pas d'autres choix aux migrants que le recours à des formules plus chères ou à des réseaux informels.

Malgré ces difficultés, le coût des envois de fonds a diminué au cours de la décennie écoulée. Les économies ainsi réalisées ont fortement accru le potentiel des envois de fonds en tant qu'étape vers l'autosuffisance financière. Cette tendance n'est toutefois pas aussi perceptible dans les zones rurales, où la concurrence est faible et l'accès aux moyens novateurs de transférer des fonds encore limité.

Mobilisation pour accroître l'impact sur le développement

L'utilisation des envois de fonds comme levier pour accroître l'impact sur le développement est difficile **parce qu'un grand nombre d'expéditeurs et de bénéficiaires demeurent à l'extérieur du système financier formel.**

Pour des millions de familles de par le monde, les envois de fonds constituent la bouée de sauvetage qui leur permet de sortir de la pauvreté. Les familles bénéficiaires consacrent la très grande majorité des fonds à la satisfaction des besoins essentiels comme la nourriture, l'habillement et le logement. Cette consommation, associée à des investissements en matière de soins de santé et d'éducation, représente de 80 à 90% des dépenses couvertes par les envois de fonds. Les 10 à 20% restants sont affectés à un mélange d'épargne et d'investissements formels et informels. L'accès aux services financiers, d'une part, et l'éducation financière, de l'autre, sont des facteurs essentiels pour débloquer le potentiel de développement des flux d'envois de fonds.

Dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes, la moitié des transferts d'argent effectués par des opérateurs habilités est gérée par des banques, tandis qu'en Asie centrale, en Afrique, dans le Sud-Caucase, en Europe orientale et dans certaines parties de l'Asie du Sud-Est, le chiffre est proche de 100%, parce que la réglementation n'autorise que les banques à effectuer ces transferts. Alors que les services d'envois de fonds génèrent dans de nombreux pays au moins 10% du revenu net des banques, et qu'elles pourraient tirer des avantages considérables des ventes croisées, il est surprenant de constater qu'elles ne se sont pas rapidement intéressées aux travailleurs migrants et à leur famille. Par conséquent, les bénéficiaires des envois de fonds ne peuvent ni économiser, ni emprunter, ni constituer un historique de crédit par l'intermédiaire de ces institutions bancaires. La plupart des transferts liés aux envois de fonds prennent la forme de transactions en espèces, par opposition aux transferts de compte à compte, qui permettraient d'utiliser ces flux comme leviers au bénéfice des expéditeurs des fonds, des bénéficiaires et de leurs communautés. L'élargissement de l'accès aux services financiers aurait pour effet d'officialiser les flux d'envois de fonds, de réduire les coûts et d'augmenter les possibilités d'investissement au niveau local.

De nouveaux prestataires de services financiers profitent de plus en plus de ce vide, et offrent une gamme complète de services financiers. Bien que la participation de ces institutions ne représente encore qu'une faible part de l'ensemble du marché, elles ont montré qu'elles étaient disposées à jouer un rôle capital en tant que banques de ceux qui sont habituellement "sans banque", et à se livrer à la vente croisée de services financiers aux bénéficiaires des envois de fonds. Dans les zones rurales où la présence des banques est réduite au minimum, ces institutions peuvent offrir des services clés à des segments de la population qui n'auraient autrement aucun accès aux services financiers.

Au plan social, l'importance des parties prenantes appartenant à la société civile, comme les diasporas de migrants organisées et les associations d'originaires d'une même ville, est de plus en plus reconnue par les gouvernements et les organisations multilatérales dans leur approche visant à utiliser les envois de fonds comme levier pour accroître l'impact sur le développement. L'inclusion de ces parties prenantes est essentielle lorsque l'on aborde la problématique hommes-femmes dans le domaine des envois de fonds.

En 2006, 57 pays en développement ont bénéficié d'envois de fonds d'un montant supérieur à 1 milliard de USD.

Afrique

Nombre total d'émigrants	32 808 000
Montant total des envois de fonds (en millions de USD)	**38 611**
Afrique du Centre	2 690
Afrique orientale	5 929
Afrique du Nord	17 614
Afrique australe	1 979
Afrique de l'Ouest	10 399
Indicateurs (moyenne pondérée)	
Envois de fonds par habitant	44 USD
Envois annuels moyens de fonds par migrant (moyenne non pondérée)	1 177 USD
Envois de fonds en pourcentage du PIB	5%
Envois de fonds en pourcentage des exportations	27%
Pourcentage moyen de migrants dans la population totale	3,7%
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est inférieure à 1 million (moyenne non pondérée)	20%
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est supérieure à 1 million (moyenne non pondérée)	5%
Cinq principaux bénéficiaires par volume reçu (en millions de USD)	
Maroc	6 116
Algérie	5 399
Nigéria	5 397
Égypte	3 637
Tunisie	1 559
Six pays sur 53 reçoivent plus de 1 milliard de USD	
Principales destinations (et origines) des migrants:	
Internationales	
États-Unis (Nigéria, Ghana); France (Sénégal, Mali, Algérie, Maroc); Pays-Bas (Maroc, République démocratique du Congo)	
Régionales	
Afrique du Sud (Afrique australe); Côte d'Ivoire (Afrique de l'Ouest et du Centre); Nigéria (Ghana)	
Fourchette de coût de l'envoi: 200 USD	8 - 12%

Seuls les pays recevant plus de 50 millions de USD sont cités.

Afrique du Nord	(en millions de USD)	(PIB)
Algérie	5 399	4,7%
Égypte	3 637	3,4%
Jamahiriya arabe libyenne	134	0,3%
Maroc	6 116	10,7%
Soudan	769	2,0%
Tunisie	1 559	5,1%
Total	**17 614**	

Afrique orientale	(en millions de USD)	(PIB)
Burundi	184	22,8%
Comores	85	21,1%
Érythrée	411	37,9%
Éthiopie	591	4,4%
Kenya	796	3,8%
Madagascar	316	5,7%
Malawi	102	4,6%
Maurice	356	5,5%
Mozambique	565	7,4%
Rwanda	149	6,0%
Somalie	790	-
Ouganda	642	6,9%
République-Unie de Tanzanie	313	2,4%
Zambie	201	1,8%
Zimbabwe	361	7,2%
Total	**5 929**	

Afrique de l'Ouest	(en millions de USD)	(PIB)
Bénin	263	5,5%
Burkina Faso	507	8,2%
Cap-Vert	391	34,2%
Côte d'Ivoire	282	1,6%
Gambie	87	17,0%
Ghana	851	6,6%
Guinée	286	8,6%
Libéria	163	25,8%
Mali	739	12,5%
Mauritanie	103	3,9%
Niger	205	5,8%
Nigéria	5 397	4,7%
Sénégal	667	7,5%
Sierra Leone	168	11,6%
Togo	142	6,4%
Total	**10 399**	

Afrique du Centre	(en millions de USD)	(PIB)
Angola	969	2,2%
Cameroun	267	1,5%
République centrafricaine	73	4,9%
Tchad	137	2,1%
Congo	423	5,7%
République démocratique du Congo	636	7,4%
Guinée équatoriale	77	0,9%
Gabon	60	0,6%
Total	**2 690**	

Afrique australe	(en millions de USD)	(PIB)
Lesotho	355	24,1%
Afrique du Sud	1 489	0,6%
Swaziland	89	3,4%
Total	**1 979**	

Migrations

La diaspora, dans le continent africain, compte plus de 30 millions de personnes. Comparée à celle des autres régions du monde, toutefois, la migration prédominante en Afrique est surtout intrarégionale. La fluidité des migrations à l'intérieur de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, s'explique en partie par le statut de la région, qui constitue une unité géopolitique et économique, mais aussi par une communauté d'histoire, de culture et d'appartenance ethnique au sein de nombreux groupements. Il existe aussi d'importantes migrations internationales à destination des anciennes puissances coloniales européennes comme la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Pays-Bas et l'Italie, entre autres.

Envois de fonds

Le montant total des envois de fonds à destination et à l'intérieur de l'Afrique est proche de 40 milliards de USD. Sur l'ensemble du continent, les pays de l'Afrique du Nord (comme le Maroc, l'Algérie et l'Égypte) sont les principaux bénéficiaires. Les pays d'Afrique orientale dépendent fortement de ces flux, et plus particulièrement la Somalie. Pour l'ensemble de la région, les envois annuels moyens de fonds par migrant atteignent près de 1 200 USD, et représentent en moyenne, par pays, 5% du PIB et 27% des exportations.

Envois de fonds vers les zones rurales

Les envois de fonds vers les zones rurales atteignent un volume significatif et se rapportent principalement aux migrations intrarégionales, particulièrement en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe. La mobilité des Africains, dans ces régions, a été suivie par des envois périodiques d'argent. Au Ghana, deux tiers des migrants d'Afrique de l'Ouest envoient des fonds à destination des zones rurales de leurs pays d'origine.

Marché et accès aux services financiers

Par rapport à d'autres régions, les transferts d'argent vers l'Afrique sont ceux qui posent le plus de problèmes, principalement du fait des deux grands obstacles auxquels est confronté le continent: degré élevé d'informalité, en particulier à l'intérieur du continent, et cadre réglementaire favorable aux monopoles. Par conséquent, les coûts des transferts sont supérieurs et les expéditeurs des fonds en ont moins pour leur argent. La plupart des pays africains limitent les flux d'argent vers l'extérieur, à moins qu'ils ne concernent des transactions commerciales et des transferts d'argent à des institutions bancaires dépositaires.

Dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest … 70% des … paiements sont gérés par un seul opérateur de transferts d'argent.

Le caractère informel apparaît par conséquent comme une réponse au besoin d'envoyer des fonds. On note toutefois un autre effet, qui est la persistance des monopoles sur les transferts dont bénéficient les banques et les quelques opérateurs de transferts d'argent (OTA). Dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, 70% des paiements officiels sont gérés par un seul OTA, qui exige l'exclusivité dans les transferts d'argent des banques.

Le Nigéria constitue un exemple typique: près de 80% des transferts sont gérés par un seul OTA, qui escompte l'exclusivité et empêche d'autres OTA de conclure des accords avec les banques qui sont les seules habilitées dans le pays à verser les fonds envoyés. Étant donné que les banques sont les seules entités autorisées à payer les sommes transférées, tous les flux officiels finissent par être traités par un petit groupe d'institutions financières s'appuyant sur moins de quatre OTA. Les migrants travaillant en Afrique du Sud sont aussi confrontés à d'importantes restrictions réglementaires s'appliquant aux envois de fonds et doivent donc avoir recours aux réseaux informels. Du fait que les contextes réglementaires interdisent souvent à d'autres institutions financières non bancaires d'effectuer des transferts, ou limitent les transferts vers l'étranger, l'accès aux services financiers en subit également les conséquences. Dans la mesure où peu d'institutions participent aux transferts, et que les banques ne s'adressent pas aux personnes à faible revenu, l'accès aux services financiers est relativement restreint parmi les Africains qui envoient des fonds ou qui les reçoivent. Dans quelques pays, comme l'Afrique du Sud, les obstacles sont liés au statut juridique, de sorte que les migrants sont privés de leurs droits. D'autres pays, comme le Kenya par exemple, cherchent à accroître l'accès aux services financiers en stimulant les transferts de fonds par le biais de la téléphonie mobile.

Asie et Océanie

Nombre total d'émigrants	50 839 000
Montant total des envois de fonds (en millions de USD)	**113 055**
Asie centrale	10 155
Asie de l'Est	23 079
Océanie	1 393
Asie du Sud	45 922
Asie du Sud-Est	32 506
Indicateurs (moyenne pondérée)	
Envois de fonds par habitant	33 USD
Envois annuels moyens de fonds par migrant (moyenne non pondérée)	2 224 USD
Envois de fonds en pourcentage du PIB	3%
Envois de fonds en pourcentage des exportations	15%
Pourcentage moyen de migrants dans la population totale	1,4%
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est inférieure à 1 million (moyenne non pondérée)	50%
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est supérieure à 1 million (moyenne non pondérée)	5%
Cinq principaux bénéficiaires par volume reçu (en millions de USD)	
Inde	24 504
Chine	21 075
Philippines	14 651
Bangladesh	8 108
Viet Nam	6 822

Dix-sept pays sur 41 reçoivent plus de 1 milliard de USD

Principales destinations (et origines) des migrants:

Internationales

États-Unis (Philippines); pays du Golfe (Inde, Indonésie);

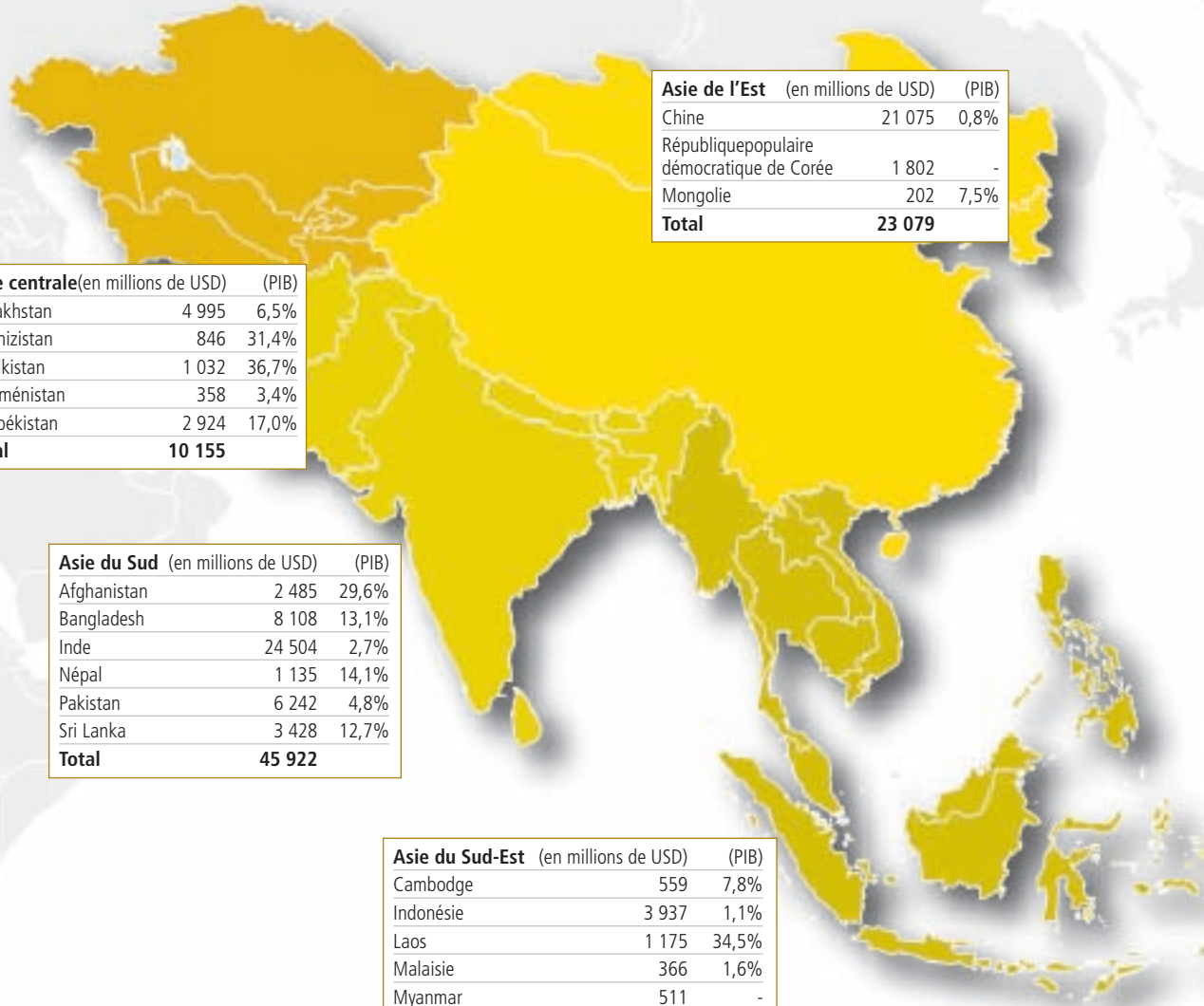
Fédération de Russie (pays d'Asie centrale)

Régionales

Nouvelle-Zélande (Nioué); Singapour (Philippines, Indonésie); Hong Kong (Indonésie); Japon (Philippines, République populaire démocratique de Corée)

Fourchette de coût de l'envoi: 200 USD	3 - 12%

Seuls les pays recevant plus de 50 millions de USD sont cités.



Asie de l'Est	(en millions de USD)	(PIB)
Chine	21 075	0,8%
Républiquepopulaire démocratique de Corée	1 802	-
Mongolie	202	7,5%
Total	**23 079**	

Asie centrale	(en millions de USD)	(PIB)
Kazakhstan	4 995	6,5%
Kirghizistan	846	31,4%
Tadjikistan	1 032	36,7%
Turkménistan	358	3,4%
Ouzbékistan	2 924	17,0%
Total	**10 155**	

Asie du Sud	(en millions de USD)	(PIB)
Afghanistan	2 485	29,6%
Bangladesh	8 108	13,1%
Inde	24 504	2,7%
Népal	1 135	14,1%
Pakistan	6 242	4,8%
Sri Lanka	3 428	12,7%
Total	**45 922**	

Asie du Sud-Est	(en millions de USD)	(PIB)
Cambodge	559	7,8%
Indonésie	3 937	1,1%
Laos	1 175	34,5%
Malaisie	366	1,6%
Myanmar	511	-
Philippines	14 651	12,5%
Thaïlande	2 424	1,2%
Timor-Leste	61	17,1%
Viet Nam	6 822	11,2%
Total	**32 506**	

Migrations

On compte, dans le monde, plus de 50 millions de migrants en provenance d'Asie et d'Océanie. Ils ont pour principales destinations les États-Unis, la Fédération de Russie et, dans le cas du Pacifique, la Nouvelle-Zélande. Pour les migrants en provenance de l'Inde – principal exportateur de travailleurs migrants de la région, avec 22% du total –, de nouvelles destinations commencent à prendre de l'importance, parmi lesquelles la Malaisie et les pays arabes exportateurs de pétrole. Il existe également d'importantes migrations intrarégionales à destination de l'Australie, de la Chine (Hong Kong), du Japon et de Singapour, tandis que les migrants provenant des pays d'Asie centrale choisissent principalement la Fédération de Russie et le Kazakhstan.

Océanie	en millions de USD)	(PIB)
Fidji	513	18,2%
Papouasie-Nouvelle-Guinée	143	2,5%
Tonga	146	-
Samoa	382	2,8%
Total	**1 393**	

Envois de fonds

L'Asie et l'Océanie bénéficient chaque année d'envois de fonds d'un montant total supérieur à 113 milliards de USD – le total régional le plus élevé au monde. L'Inde et la Chine sont les deux principaux pays bénéficiaires, recevant respectivement 24,5 et 21 milliards de USD. Les transferts représentent 3% du PIB régional. Toutefois, les envois de fonds à destination des économies de moindre importance (Indonésie, Népal et Tadjikistan) représentent une large part du revenu par habitant. En moyenne, les envois de fonds représentent, en Asie et en Océanie, 15% des exportations.

Envois de fonds vers les zones rurales

Le flux des fonds envoyés vers les zones rurales en Asie figure parmi les plus élevés. Cela s'explique en partie par le fait que la moitié des pays asiatiques sont à 65% ruraux. L'impact des envois de fonds vers les pays en développement d'Asie est plus fort que dans d'autres régions du monde: dans les pays asiatiques à forte composante rurale, les envois de fonds en pourcentage du PIB sont parmi les plus élevés au monde.

L'Asie et l'Océanie reçoivent plus de 113 milliards de USD par an sous forme d'envois de fonds – le total régional le plus élevé au monde.

Marché et accès aux services financiers

Le marché des transferts d'argent n'est pas homogène, avec un secteur concurrentiel d'envois de fonds essentiellement à partir de la Chine (Hong Kong), de la Fédération de Russie et de Singapour, et des canaux moins compétitifs et excessivement réglementés à partir du Japon et de la Malaisie. Il existe, parallèlement à ces secteurs, des entreprises informelles de transferts d'argent, allant de pair avec la pratique très répandue qui consiste à voyager en transportant son argent. Les coûts de transaction présentent donc des différences significatives. En Asie centrale, par exemple, le coût des envois de fonds est parmi les plus faibles (voire le plus faible) au monde, avec une moyenne de 3% par transaction. Dans certaines régions d'Asie, les modes de transfert sont influencés par l'innovation technologique, comme c'est le cas des transferts par téléphone mobile aux Philippines.

L'accès aux services bancaires et autres services financiers varie considérablement à l'intérieur de la région. Dans nombre de pays asiatiques, les migrants et leur famille n'ont pas accès aux services financiers de base. Les ressortissants des pays d'Asie du Sud-Est (Philippins et Indonésiens, par exemple) ont des possibilités de services financiers supérieures à celles dont peuvent disposer ceux de pays comme le Tadjikistan et le Kirghizistan, où moins de 10% des habitants possèdent un compte bancaire, ou l'État indien du Kerala (seulement 11% de titulaires d'un compte en banque).

Europe

Nombre total d'émigrants	31 374 000
Montant total des envois de fonds (en millions de USD)	**50 805**
Europe centrale	14 106
Fédération de Russie et Europe orientale (CEI)	25 634
Europe du Sud-Est	11 065
Indicateurs (moyenne pondérée)	
Envois de fonds par habitant	155 USD
Envois annuels moyens de fonds par migrant (moyenne non pondérée)	1 619 USD
Envois de fonds en pourcentage du PIB	4%
Envois de fonds en pourcentage des exportations	11%
Pourcentage moyen de migrants dans la population totale	9,5%
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est inférieure à 1 million (moyenne non pondérée)	-
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est supérieure à 1 million (moyenne non pondérée)	13%
Cinq principaux bénéficiaires par volume reçu (en millions de USD)	
Fédération de Russie	13 794
Ukraine	8 471
Roumanie	4 795
Pologne	4 760
Serbie-et-Monténégro*	3 642
Douze pays sur 18 reçoivent plus de 1 milliard de USD	
Principales destinations (et origines) des migrants:	
Internationales	
États-Unis (Europe du Sud-Est et Europe centrale); Italie (République de Moldova, Roumanie); Royaume-Uni (Pologne)	-
Régionales	
États-Unis (Europe du Sud-Est et Europe centrale); Italie (République de Moldova, Roumanie); Royaume-Uni (Pologne)	
Fourchette de coût de l'envoi: 200 USD	6-12%

Seuls les pays recevant plus de 50 millions de USD sont cités.

Europe centrale	(en millions de USD)	(PIB)
République tchèque	1 635	1,2%
Estonie	378	2,3%
Hongrie	905	0,8%
Lettonie	453	2,3%
Lituanie	477	1,6%
Pologne	4 760	1,4%
Roumanie	4 795	3,9%
Slovaquie	703	1,3%
Total	**14 106**	

Europe du Sud-Est	(en millions de USD)	(PIB)
Albanie	1 986	21,7%
Bosnie-Herzégovine	2 295	20,3%
Bulgarie	1 200	3,8%
Croatie	1 422	3,3%
Serbie-et-Monténégro*	3 642	11,4%
L'ex-République yougoslave de Macédoine	520	8,4%
Total	**11 065**	

Fédération de Russie et Europe orientale (CEI)	(en millions de USD)	(PIB)
Bélarus	2 342	6,3%
République de Moldova	1 027	31,4%
Fédération de Russie	13 794	1,4%
Ukraine	8 471	8,0%
Total	**25 634**	

* Les estimations concernant la République de Serbie-et-Monténégro reposent sur des informations antérieures à l'indépendance du Monténégro, proclamée le 3 juin 2006.

Migrations

On compte, dans le monde, plus de 30 millions de migrants en provenance des économies européennes en transition. En moyenne, 9,5% de la population a émigré pour vivre et travailler à l'étranger. Certains ont choisi l'Ukraine – l'un des pays les plus peuplés d'Europe. Les autres destinations sont notamment l'Italie, le Royaume-Uni et les États-Unis. En Europe, la Fédération de Russie est un important pays exportateur de travailleurs migrants, qui représentent 38% du total des migrants en provenance de la région. Il est à noter qu'elle constitue en même temps la principale destination de migration en provenance des pays de la Communauté des États indépendants.

…en Albanie, en République de Moldova et en Roumanie, plus de 50% des flux de fonds vont vers les zones rurales.

Envois de fonds

Le total des envois de fonds à destination de l'Europe est supérieur à 50 milliards de USD, et les pays bénéficiaires sont notamment l'Albanie, la Pologne, la République de Moldova, la Roumanie, la Fédération de Russie et l'Ukraine – où les envois sont particulièrement importants. Les transferts annuels à destination de l'Europe s'élèvent à environ 1 600 USD par migrant, et représentent 4% du PIB et 11% des exportations. Les envois de fonds vers la République de Moldova sont aussi d'une importance tout à fait singulière, puisqu'ils représentent plus de 30% du revenu national du pays.

Envois de fonds vers les zones rurales

Les zones rurales bénéficient des envois de fonds dans une proportion moindre que dans d'autres régions du monde. En Europe orientale, toutefois, le ratio des envois de fonds exprimé en pourcentage du PIB dépasse les 20% dans les pays à forte population rurale. Dans certains pays, comme l'Albanie, la République de Moldova et la Roumanie, plus de 50% des flux de fonds ont pour destination les zones rurales.

Marché et accès aux services financiers

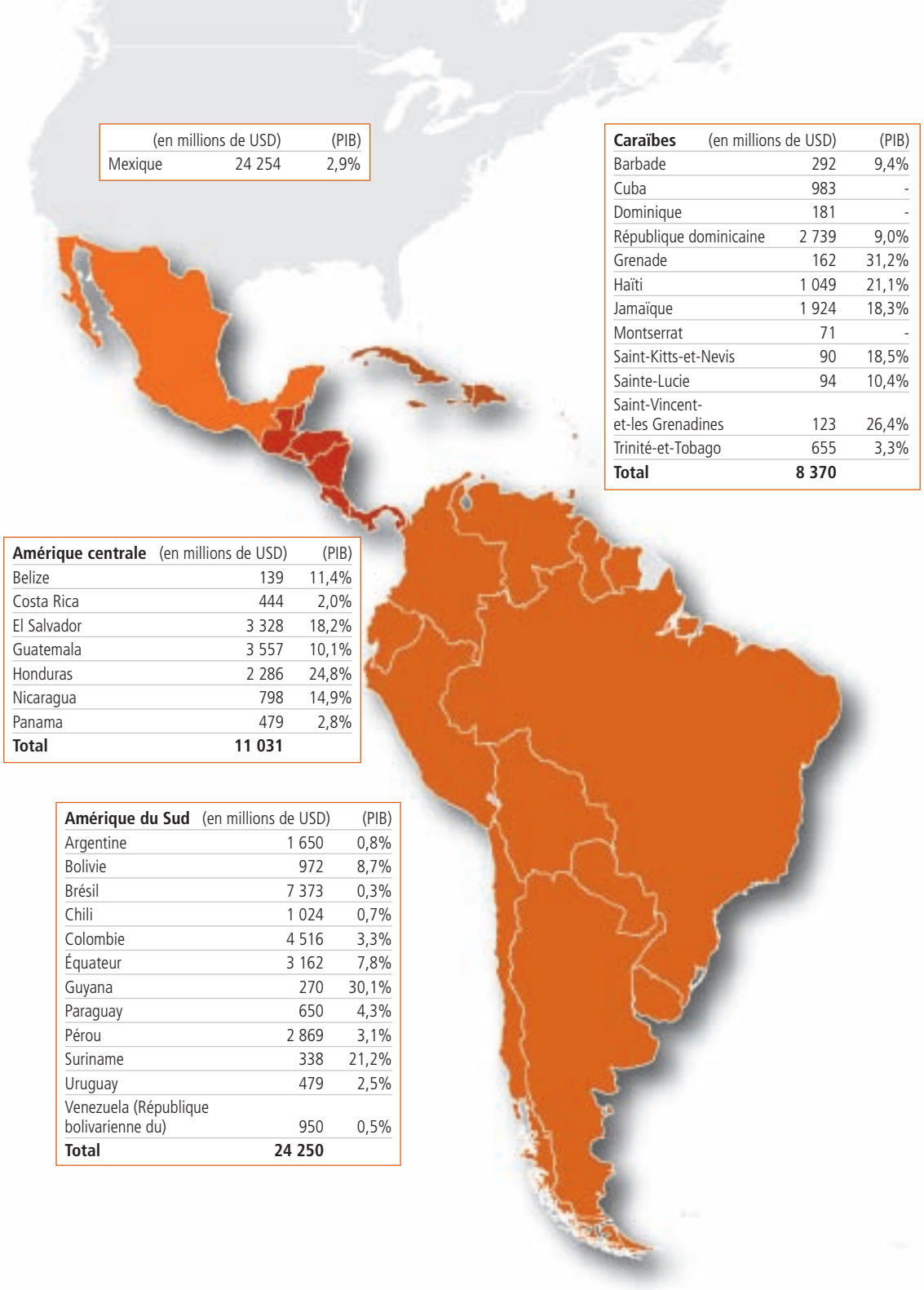
Le marché des transferts d'argent est relativement concurrentiel pour ce qui concerne les flux d'argent à destination de la Pologne, de la République de Moldova, de la Roumanie ou de la Fédération de Russie. Pour certains canaux, toutefois, et spécialement ceux dont le point de départ se situe dans les pays d'Europe occidentale, ce n'est que maintenant qu'une concurrence commence à apparaître entre OTA, et le nombre de vendeurs est donc encore restreint. Par ailleurs, certains migrants européens procédant à des envois de fonds à partir de pays d'Europe occidentale sont confrontés à une situation dans laquelle seules les banques effectuent des transferts d'argent. Les envois de fonds à partir de l'Italie et du Royaume-Uni à destination de la Pologne, de la République de Moldova et de la Roumanie sont plus concurrentiels et plus économiques que les transferts de Suisse en Serbie.

L'accès aux services financiers est également limité. Il n'y a pratiquement pas de commune mesure entre le pourcentage de banques assurant le paiement des fonds envoyés et le pourcentage de bénéficiaires ouvrant des comptes bancaires dans ces mêmes institutions. À Moldova, par exemple, les bénéficiaires des envois de fonds les encaissent exclusivement auprès des banques, mais moins de 20% d'entre eux possèdent des comptes. Ils sont toutefois plus nombreux à épargner, de manière informelle, des sommes pouvant aller jusqu'à 1 500 USD.

Amérique latine et Caraïbes

Nombre total d'émigrants	30 403 000
Montant total des envois de fonds (en millions de USD)	**67 905**
Caraïbes	8 370
Amérique centrale	11 031
Mexique	24 254
Amérique du Sud	24 250
Indicateurs (moyenne pondérée)	
Envois de fonds par habitant	129 USD
Envois annuels moyens de fonds par migrant (moyenne non pondérée)	2 233 USD
Envois de fonds en pourcentage du PIB	3%
Envois de fonds en pourcentage des exportations	11%
Pourcentage moyen de migrants dans la population totale	5,5%
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est inférieure à 1 million (moyenne non pondérée)	49%
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est supérieure à 1 million (moyenne non pondérée)	11%
Cinq principaux bénéficiaires par volume reçu (en millions de USD)	
Mexique	24 254
Brésil	7 373
Colombie	4 516
Guatemala	3 557
El Salvador	3 328
Treize pays sur 34 reçoivent plus de 1 milliard de USD	
Principales destinations (et origines) des migrants:	
Internationales	
États-Unis (Mexique, Amérique centrale, Amérique du Sud); Espagne (République dominicaine, Équateur, Pérou, Colombie)	
Régionales	
Argentine (Pérou, Bolivie); Brésil (Bolivie, Paraguay); Costa Rica (Nicaragua); République dominicaine (Haïti)	
Fourchette de coût de l'envoi: 200 USD	6-8%

Seuls les pays recevant plus de 50 millions de USD sont cités.



	(en millions de USD)	(PIB)
Mexique	24 254	2,9%

Caraïbes	(en millions de USD)	(PIB)
Barbade	292	9,4%
Cuba	983	-
Dominique	181	-
République dominicaine	2 739	9,0%
Grenade	162	31,2%
Haïti	1 049	21,1%
Jamaïque	1 924	18,3%
Montserrat	71	-
Saint-Kitts-et-Nevis	90	18,5%
Sainte-Lucie	94	10,4%
Saint-Vincent-et-les Grenadines	123	26,4%
Trinité-et-Tobago	655	3,3%
Total	**8 370**	

Amérique centrale	(en millions de USD)	(PIB)
Belize	139	11,4%
Costa Rica	444	2,0%
El Salvador	3 328	18,2%
Guatemala	3 557	10,1%
Honduras	2 286	24,8%
Nicaragua	798	14,9%
Panama	479	2,8%
Total	**11 031**	

Amérique du Sud	(en millions de USD)	(PIB)
Argentine	1 650	0,8%
Bolivie	972	8,7%
Brésil	7 373	0,3%
Chili	1 024	0,7%
Colombie	4 516	3,3%
Équateur	3 162	7,8%
Guyana	270	30,1%
Paraguay	650	4,3%
Pérou	2 869	3,1%
Suriname	338	21,2%
Uruguay	479	2,5%
Venezuela (République bolivarienne du)	950	0,5%
Total	**24 250**	

Migration

Plus de 30 millions de personnes ont émigré des pays de la région Amérique latine et Caraïbes (LAC). Pour les petits pays, économiquement dépendants, les migrants peuvent constituer un quart de la population. Jusqu'à une date récente, les États-Unis constituaient la principale destination; ce schéma est aujourd'hui différent, avec une augmentation des migrations vers l'Europe et de la mobilité intrarégionale. L'Italie et l'Espagne sont deux des principales destinations en Europe, tandis que l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica et la République dominicaine sont les destinations intrarégionales les plus importantes.

Le coût des envois de fonds vers cette région est parmi les plus faibles au monde …

Envois de fonds

La région LAC a reçu près de 68 milliards de USD sous la forme d'envois de fonds en 2006. Le Mexique a reçu 24,3 milliards de USD, l'Amérique du Sud venant au deuxième rang, avec un montant très légèrement inférieur. Bien que l'économie de la région soit assez instable, avec des cycles d'expansion et de récession, les flux d'envois de fonds sont demeurés réguliers pendant de nombreuses années. Les transferts annuels des migrants atteignent en moyenne quelque 2 200 USD; pour certains pays, toutefois, comme la Jamaïque, ce chiffre est plus élevé. Sur le plan macroéconomique, la moyenne des envois de fonds par pays, pour la région LAC, correspond à 3% du PIB et à 11% des exportations.

Envois de fonds vers les zones rurales

Les envois de fonds à destination des régions rurales représentent environ un tiers de l'ensemble des flux. Ces montants ont augmenté à mesure que les migrants se déplacent vers différentes zones de leur propre pays. L'exemple du Mexique est tout à fait intéressant: les envois de fonds en provenance de l'État du Chiapas sont ceux qui connaissent l'augmentation la plus rapide du pays, et ils ont majoritairement pour destination les zones rurales. Néanmoins, le pourcentage d'envois de fonds à destination des zones rurales de l'Amérique latine est plus élevé parmi les migrants travaillant à l'intérieur de la région, dans les pays voisins. Les Boliviens en Argentine sont principalement des migrants ruraux envoyant de l'argent vers des zones proches des grands centres urbains, tandis que les ressortissants du Nicaragua travaillant au Costa Rica transfèrent de l'argent vers les zones rurales situées dans la partie méridionale de leur pays.

Marché et accès aux services financiers

Les transferts d'argent vers la région LAC sont assurés de manière prédominante par des OTA habilités. Au cours des trois dernières années, toutefois, d'autres acteurs sont apparus sur le marché (aux États-Unis et en Espagne pour ce qui concerne les transferts vers les canaux latino-américains), comme des banques et des opérateurs cartes offrant des transferts de compte à compte. Il existe encore néanmoins, au sein des canaux intrarégionaux, un volume significatif de transferts de fonds informels. Le coût des envois de fonds vers cette région est parmi les plus faibles au monde, avec une moyenne de 7% pour envoyer 200 USD, grâce principalement à l'ampleur de la concurrence.

Comme dans d'autres parties du monde, l'accès aux services financiers est relativement limité dans la région LAC, y compris parmi les bénéficiaires des envois de fonds, qui tendent à épargner davantage. À quelques exceptions près, l'accès aux institutions bancaires formelles est assez restreint. Les caisses de crédit mutuel et les institutions de microfinancement entrent actuellement dans le jeu pour offrir des services aux bénéficiaires et augmenter ainsi la vente croisée de produits financiers. Le résultat final est un accroissement de l'intermédiation financière et de la transformation parmi les clients. On peut citer comme exemples les banques rurales mexicaines (*cajas populares*), ou les sociétés de crédit immobilier en Jamaïque, dont bénéficient des milliers de clients.

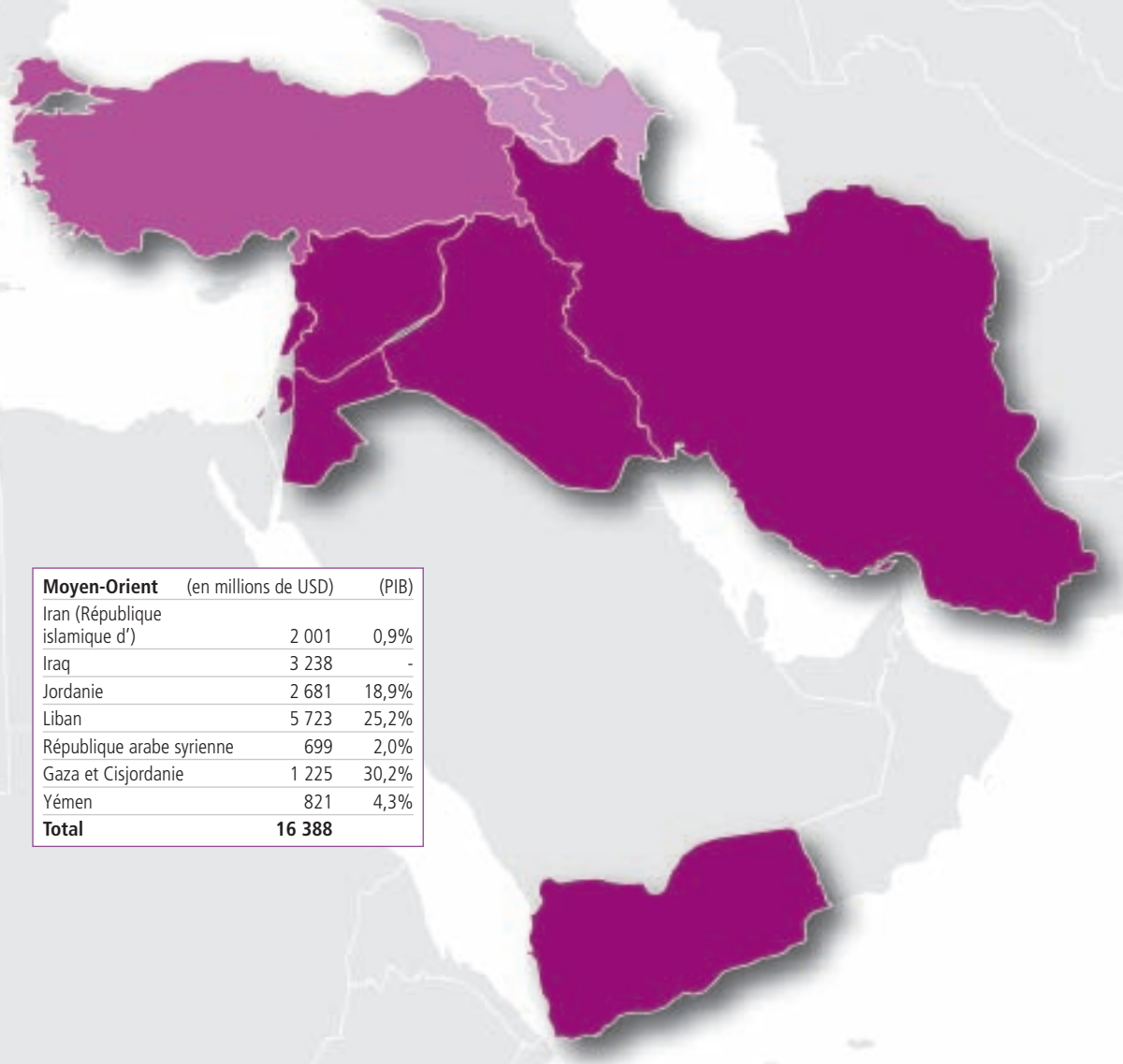
Proche-Orient

Nombre total d'émigrants	12 594 000
Montant total des envois de fonds (en millions de USD)	**28 449**
Caucase	4 584
Moyen-Orient	16 388
Turquie	7 477
Indicateurs (moyenne pondérée)	
Envois de fonds par habitant	121 USD
Envois annuels moyens de fonds par migrant (moyenne non pondérée)	2 259 USD
Envois de fonds en pourcentage du PIB	4%
Envois de fonds en pourcentage des exportations	13%
Pourcentage moyen de migrants dans la population totale	5,4%
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est inférieure à 1 million (moyenne non pondérée)	-
Pourcentage moyen de migrants dans les pays où la population est supérieure à 1 million (moyenne non pondérée)	13%
Cinq principaux bénéficiaires par volume reçu (en millions de USD)	
Turquie	7 477
Liban	5 723
Iraq	3 238
Jordanie	2 681
Iran (République islamique d')	2 001
Neuf pays sur 11 reçoivent plus de 1 milliard de USD	
Principales destinations (et origines) des migrants:	
Internationales	
Europe occidentale (Moyen-Orient); Allemagne (Turquie, Moyen-Orient); Fédération de Russie et Ukraine (Caucase)	
Régionales	
Arabie saoudite (Moyen-Orient); Turquie (Azerbaïdjan)	
Fourchette de coût de l'envoi: 200 USD	7-12%

Seuls les pays recevant plus de 50 millions de USD sont cités.

	(en millions de USD)	(PIB)
Turquie	7 477	1,9%

Caucase	(en millions de USD)	(PIB)
Arménie	1 188	18,5%
Azerbaïdjan	1 871	9,3%
Géorgie	1 525	20,2%
Total	**4 584**	



Moyen-Orient	(en millions de USD)	(PIB)
Iran (République islamique d')	2 001	0,9%
Iraq	3 238	-
Jordanie	2 681	18,9%
Liban	5 723	25,2%
République arabe syrienne	699	2,0%
Gaza et Cisjordanie	1 225	30,2%
Yémen	821	4,3%
Total	**16 388**	

Migrations

Quelque 12 millions de personnes ont émigré du Proche-Orient vers d'autres pays. Les destinations de ceux qui partent travailler ou vivre à l'étranger varient en fonction de leur région d'origine, et peuvent inclure la France, l'Allemagne ou la Fédération de Russie. On observe également une importante mobilité intrarégionale à destination de pays comme le Koweït et l'Arabie saoudite. Les ressortissants de la région du Sud-Caucase émigrent principalement vers la Fédération de Russie et l'Ukraine. En Arménie, par exemple, un important pourcentage de la population a émigré.

…48% des envois de fonds vers la Géorgie sont destinés aux zones rurales, de même que plus de 60% des envois de fonds vers l'Azerbaïdjan.

Envois de fonds

Près de 30 milliards de USD sont envoyés chaque année vers cette région. Les deux principaux pays bénéficiaires sont la Turquie et le Liban, qui reçoivent respectivement 7,5 et 5,7 milliards de USD. L'impact des envois de fonds en pourcentage du PIB diffère sensiblement, de 1,9% en Turquie à 25,2% au Liban. En moyenne, les envois de fonds par pays correspondent à 4% du PIB et 13% des exportations.

Envois de fonds vers les zones rurales

De nombreuses personnes originaires du Proche-Orient (aussi bien du Moyen-Orient que du Caucase) émigrent de zones rurales, et envoient ensuite de l'argent vers leurs lieux d'origine. Ainsi, 48% des envois de fonds vers la Géorgie sont destinés aux zones rurales, de même que plus de 60% des envois de fonds vers l'Azerbaïdjan.

Marché et accès aux services financiers

Les transferts d'argent vers cette région sont assurés par un ensemble d'acteurs semblables à ceux que l'on trouve dans la région Asie. Ainsi, les coûts sont relativement faibles dans de nombreux canaux, dans le Caucase par exemple. De même, les migrants originaires du Moyen-Orient envoyant de l'argent depuis les pays arabes exportateurs de pétrole ont souvent recours à des systèmes peu coûteux de transferts bancaires. Toutefois, un certain pourcentage de migrants transportent l'argent sur eux au cours de leur voyage de retour dans leur pays ou à l'occasion de visites, surtout s'ils reviennent du Koweït ou des Émirats arabes unis.

L'offre d'accès aux services financiers est généralement limitée, au Proche-Orient, à quelques institutions financières bien établies, proposant des stratégies d'intermédiation financière. Dans la plupart des pays, l'accès est relativement limité. C'est ainsi que moins de 15% des Géorgiens et des Azerbaïdjanais possèdent un compte bancaire, et ce chiffre est encore plus faible dans les zones rurales d'où provient la majorité de la population.

À propos de la méthodologie

Il est largement admis que les statistiques officielles concernant les envois de fonds sous-estiment considérablement le total des flux. Le présent rapport constitue une première tentative d'estimation des flux mondiaux d'envois de fonds, et s'insère dans un cadre cohérent s'appuyant sur les statistiques migratoires et sur les comportements – observés et extrapolés – en matière d'envois de fonds. Une note d'avertissement s'impose ici – les données officielles sur les migrations et les comportements en matière d'envois de fonds sont limitées. La présente étude doit donc être considérée comme un travail en cours, faisant fond sur les données et les recherches existantes; elle vise à stimuler la production de nouvelles données, plus précises, et d'interprétations plus fines de ces données. Le lecteur doit savoir que la précision des estimations présentées dans ce rapport est susceptible de varier d'un pays à l'autre et que, par conséquent, l'interprétation des conclusions pour un pays donné doit être abordée avec prudence.

Pour de plus amples informations concernant la méthodologie, consultez les sites www.ifad.org et www.thedialogue.org.

À propos du Fonds international de développement agricole (FIDA)

Le FIDA est une institution financière internationale et une institution spécialisée des Nations Unies qui se consacre à la lutte contre la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement. Au moyen de prêts assortis de faibles taux d'intérêt et de dons accordés à des gouvernements, le FIDA élabore et finance des programmes et projets au sein des communautés les plus pauvres du monde. Près d'un milliard de femmes, d'hommes et d'enfants, soit 75% des habitants les plus pauvres de la planète, vivent dans les zones rurales des pays en développement et dépendent, pour leur survie, de l'agriculture et des activités connexes. Le FIDA se concentre sur les populations rurales pauvres, marginalisées et vulnérables, pour leur permettre d'avoir accès aux moyens, services et possibilités dont elles ont besoin pour échapper à la pauvreté. Le FIDA travaille en liaison étroite avec les gouvernements, d'autres institutions des Nations Unies, des donateurs, des organisations non gouvernementales, des groupements communautaires et les populations rurales pauvres elles-mêmes.

Pour de plus amples informations, consultez le site www.ifad.org.

Œuvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Via del Serafico 107,00142 Rome, Italie
Tel.: +39 06 54591, Fax: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org, www.ruralpovertyportal.org